

TELEFILM
C A N A D A

**PARTENAIRE
DE ▶
CHOIX**

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2025

Premier trimestre de l'exercice 2025-2026

TELEFILM.CA





1.	TÉLÉFILM.....	2
	NOTRE MISSION.....	2
	NOTRE VISION.....	2
	NOTRE TRAVAIL.....	2
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	2
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	3
	PROGRAMMES.....	3
	ACTIVITÉS.....	3
4.	GOVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	4
5.	GESTION DES RISQUES.....	4
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	4
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	5
	DÉPENSES DE SOUTIEN.....	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	7
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	8
	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	9
8.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	10
9.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2025.....	11
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	12
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	13
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	14
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	15
	NOTE AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	16
	ANNEXE A - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	16



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État qui investit dans le développement, la production, la promotion et la distribution de contenu audiovisuel canadien et autochtone.

En tant que principal investisseur dans le cinéma canadien, Téléfilm contribue au pouvoir économique et à l'impact culturel du secteur audiovisuel en collaboration avec les parties prenantes de l'industrie. Notre objectif est de mettre en valeur notre identité nationale auprès de la population canadienne et du monde entier grâce à du contenu sur écran qui reflète les voix et les communautés diversifiées de notre pays.

Notre mission

La mission de Téléfilm Canada est d'investir dans l'industrie audiovisuelle canadienne et autochtone pour la faire rayonner sur tous les écrans.

Notre vision

Une industrie audiovisuelle moteur de prospérité et d'impact durable grâce à un cinéma canadien et autochtone qui incarne ses aspirations et reflète les diversités culturelles, linguistiques et régionales pour les publics d'ici et d'ailleurs.

Notre travail

L'industrie audiovisuelle est un écosystème complexe et interconnecté dans lequel Téléfilm est profondément ancrée. Nous sommes à l'écoute de nos partenaires de l'industrie et collaborons avec eux à chaque étape afin d'apporter des solutions durables à leurs besoins spécifiques et changeants. Notre objectif est holistique : faire en sorte que notre investissement touche tous les points de contact du cycle de vie d'une production (c'est ce que nous appelons le "continuum"). Du pré-développement au développement, de la production à la postproduction, de la distribution à l'exportation à l'international, Téléfilm est un partenaire de choix - un partenaire digne de confiance qui a prouvé sa capacité à offrir un soutien efficace. De cette façon, nous développons du contenu sur écran canadien et renforçons la demande des auditoires pour ce contenu dans le monde entier.

Nous avons également la responsabilité de recommander au ministère de la Culture et de l'Identité canadienne les projets qui peuvent être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités. Enfin, nous administrons les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC). Notre siège social est à Montréal et nous desservons nos partenaires de quatre emplacements : Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État¹ établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

1 : <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32665>



3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

Le **Programme d'aide à l'exportation** est de retour et devient le **Programme de promotion internationale - Soutien à la distribution**. Les changements apportés à ce programme visent à instaurer un processus de sélection misant sur la qualité et la viabilité de la stratégie de distribution internationale, à permettre aux producteurs canadiens d'avoir un meilleur contrôle sur la promotion internationale de leurs projets et à s'assurer d'obtenir de meilleures données pour mesurer les résultats de ce programme.

Activités

Au dernier trimestre, la Société a renforcé son leadership au sein de l'industrie audiovisuelle, au pays comme à l'international. À Cannes, plus de 300 professionnel·les et 250 entreprises canadiennes ont été accueillis au Pavillon du Canada. Grâce à des activités de réseautage, des panels sur la coproduction (avec le British Film Institute (BFI) et des partenaires provinciaux) et la participation à des initiatives comme *Cannes Docs*, *Talents Tout Court* et *Frontières*, plusieurs occasions d'affaires ont émergé. Le projet *The Production of the World* a remporté un prix à Cannes Docs.

Sur le plan réglementaire, Téléfilm est intervenu devant le Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (CRTC) pour défendre un cadre modernisé qui reconnaît la valeur des longs métrages canadiens, autochtones et documentaires, en insistant sur l'importance d'un soutien structurant et sur la propriété intellectuelle.

Julie Roy, notre directrice générale et cheffe de la direction de la Société, a été nommée parmi les femmes les plus influentes de l'industrie du divertissement au Canada sur la liste 2025 du magazine *The Hollywood Reporter*.

Dans le cadre de la Stratégie d'exportation créative de Patrimoine canadien, notre directrice générale et cheffe de la direction ainsi qu'une responsable régionale, promotion nationale ont rejoint une délégation de plus de 60 professionnel·les canadien·nes à Séoul et à Busan. Cette mission visait à diversifier les marchés internationaux et à renforcer les liens avec des partenaires stratégiques. Elle a aussi permis de préparer le terrain pour la participation du Canada à titre de pays à l'honneur au Producer's Hub de l'Asian Contents & Film Market (ACFM) en 2025, où une délégation canadienne participera à des tables rondes, des rencontres et des activités de réseautage.

Enfin, au Festival d'Annecy et au International Animation Film Market (MIFA), la Société a piloté la présence de 70 entreprises canadiennes et soutenu 16 projets sélectionnés, dont quatre primés. La Société y a aussi lancé une nouvelle enveloppe de 420 000 \$ dédiée au développement de longs métrages d'animation, marquant un engagement clair envers ce secteur en pleine croissance.

Finalement, la Société a pris part à plusieurs événements clés au pays et à l'étranger, dont le Banff World Media Festival, les rencontres de l'Association Québécoise de la Production Médiatique (AQPM) et d'autres forums nationaux et internationaux, poursuivant ainsi ses efforts de mobilisation et de collaboration avec les parties prenantes de l'écosystème audiovisuel.



4. GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La gouvernance de la Société est assurée par l'entremise des activités du conseil d'administration et de ses deux sous-comités :

- Comité d'audit et des finances;
- Comité des candidatures, d'évaluation et de la gouvernance;

La gouvernance est aussi assurée par le comité de direction, présidée par la directrice générale et cheffe de la direction, et ses comités dérivés.

Au cours du trimestre, le conseil d'administration et le comité des candidatures d'évaluation et de la gouvernance se sont réunis à trois reprises. Le comité d'audit et des finances s'est réuni à une reprise. De son côté, le comité de direction s'est réuni huit fois.

5. GESTION DES RISQUES

L'évaluation des risques est sous la gouverne du conseil d'administration ainsi que du comité de gestion de risques. L'évaluation des risques, leurs incidences et leurs mesures d'atténuation sont revues au minimum tous les trois mois par le comité de gestion des risques.

6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans le délai imparti par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 30 juin 2025. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la direction.



7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Veuillez noter que les montants des tableaux d'analyse sont présentés en milliers de dollars. Les tableaux d'analyse présentent le budget annuel initial tel qu'approuvé par le conseil d'administration.

Dépenses de soutien

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2025

	Budget		Réal		Écart			
	Annuel	Période	2025-2026	2024-2025	Budget		Réal	
					\$	%	\$	%
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle	433	108	105	135	3	3	(30)	(22)
Programme Talents en vue (incluant Programme de mentorat)	4 000	-	3	(262)	(3)	-	265	(101) ①
Programme de production	84 368	4 700	(1 947)	7 402	6 647	141	(9 349)	(126) ②
Programme de développement	11 015	-	(45)	(108)	45	-	63	(58) ③
Programme pour le long métrage documentaire	4 775	-	-	-	-	-	-	-
Contributions à des fonds internationaux	2 100	-	-	(1)	-	-	1	(100)
Contributions à l'engagement communautaire	400	-	-	-	-	-	-	-
	107 091	4 808	(1 884)	7 166	6 692	139	(9 050)	(126)
Programme d'aide à la mise en marché et initiative d'engagement des auditoires	8 625	1 805	1 888	989	(83)	(5)	899	91 ④
Programmes de promotion nationale - Aide aux festivals et événements de l'industrie	6 550	1 720	1 741	1 051	(21)	(1)	690	66 ⑤
Activités promotionnelles nationales et internationales	7 553	1 765	1 368	1 573	397	22	(205)	(13) ⑥
Programme de promotion internationale	1 400	250	219	336	31	12	(117)	(35) ⑦
Programme d'aide à la diffusion en salle	1 000	-	-	-	-	-	-	-
	25 128	5 540	5 216	3 949	324	6	1 267	32
Marché de contenu au Canada	9 450	3 450	-	-	3 450	100	-	- ⑧
	141 669	13 798	3 332	11 115	10 466	76	(7 783)	(70)



7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Dépenses de soutien (Suite)

1	Programme Talents en vue (incluant Programme de mentorat)	Période courante ↗ que précédente	265 \$	Diminution des coûts des projets financés au cours d'exercices précédents qui sont venus réduire le montant de dépenses de soutien de l'exercice financier précédent.
2	Programme de production	Période courante ↘ que budget	6 647 \$	Diminution des coûts des projets financés au cours d'exercices précédents font varier le montant de dépenses de soutien de l'exercice. De plus, le rythme de signature des contrats varie également d'un exercice financier à l'autre.
		Période courante ↘ que précédente	9 349 \$	
3	Programme de développement	Période courante ↗ que précédente	63 \$	Moins de projets non concrétisés financés au cours d'exercices antérieurs qui viennent réduire le montant de dépenses de soutien.
4	Programme d'aide à la mise en marché et initiative d'engagement des auditoires	Période courante ↗ que précédente	899 \$	Le nombre de projets signés est plus élevé cette année.
5	Programmes de promotion nationale - Aide aux festivals et événements de l'industrie	Période courante ↗ que précédente	690 \$	Rythme de signature des contrats varient d'un exercice financier à l'autre. De plus, des initiatives non concrétisés financés au cours d'exercices antérieurs qui viennent réduire le montant de dépense de soutien de l'exercice antérieur.
6	Activités promotionnelles nationales et internationales	Période courante ↘ que budget	397 \$	Décalage dans le temps en ce qui concerne le paiement des factures ainsi que par le report d'un projet à un trimestre subséquent.
		Période courante ↘ que précédente	205 \$	Les événements auquel la Société participe diffère d'un exercice financier à l'autre.
7	Programme de promotion internationale	Période courante ↘ que précédente	117 \$	Le nombre de projets signés est moins élevé cette année. L'écart devrait se résorber.
8	Marché de contenu au Canada	Période courante ↘ que budget	3 450 \$	Décalage dans le temps qui devrait se résorber.



7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Frais de fonctionnement et d'administration

Les frais de fonctionnement et d'administration sont inférieurs au budget de 9 %.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2025

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2025-2026	2024-2025	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	27 171	6 881	6 595	6 314	286	4	281	4
Technologies de l'information	1 883	1 308	1 153	1 151	155	12	2	- 1
Location, taxes, chauffage et électricité	2 132	651	567	546	84	13	21	4 2
Honoraires professionnels	3 575	896	349	480	547	61	(131)	(27) 3
Frais de bureau	671	260	514	236	(254)	(98)	278	118 4
Amortissement d'immobilisations corporelles	1 419	269	294	320	(25)	(9)	(26)	(8)
Publications	177	70	69	32	1	1	37	116 5
Voyages	550	189	66	78	123	65	(12)	(15) 6
	37 578	10 524	9 607	9 157	917	9	450	5

1	Technologies de l'information	Période courante ↘ que budget	155 \$	Écart temporaire relié au paiement et à la signature de contrat pour des licences et des services impartis.
2	Location, taxes, chauffage et électricité	Période courante ↘ que budget	84 \$	L'écart s'explique principalement par des économies reliées à nos primes d'assurance.
3	Honoraires professionnels	Période courante ↘ que budget	547 \$	Écart temporaire relié à des honoraires des lecteurs à être comptabilisés ainsi qu'à des honoraires professionnels reliés à des projets et des mandats reportés aux trimestres subséquents.
4	Frais de bureau	Période courante ↗ que budget	254 \$	Écart temporaire relié à l'achat d'équipements de bureau dans le cadre du projet de relocalisation de son siège social à Montréal et qui sera capitalisé à la fin de l'exercice financier. Ainsi qu'à des dépenses reliées à un projet corporatif budgétées dans une autre nature comptable.
		Période courante ↗ que précédente	278 \$	
5	Publications	Période courante ↗ que précédente	37 \$	L'écart s'explique principalement par le décalage dans le temps pour les coûts de publications.
6	Voyages	Période courante ↘ que budget	123 \$	Certains voyages planifiés n'ont pas eu lieu ou auront lieu au cours des trimestres subséquents et également certains voyages planifiés ont coûtés moins que prévus.



7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Financement gouvernemental et revenus

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2025

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2025-2026	2024-2025	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	162 956	19 649	12 400	17 084	(7 249)	(37)	(4 684)	(27) ¹
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada	10 035	2 509	2 648	2 728	139	6	(80)	(3)
Revenus d'investissements et récupérations	7 500	375	574	679	199	53	(105)	(15) ²
Contributions aux activités de soutien promotionnel	500	113	184	141	71	63	43	30 ³
Intérêts	40	10	29	7	19	190	22	314
Fonds des talents	300	-	3	30	3	-	(27)	(90) ⁴
	181 331	22 656	15 838	20 669	(6 818)	(30)	(4 831)	(23)

¹ Crédit parlementaire	Période courante ↘ que budget	7 249 \$	Utilisation inférieure découlant principalement de paiements sur les engagements signés dans les exercices antérieurs inférieurs à ce qui était prévu et de variation des coûts des projets financés au cours d'exercices précédents qui viennent réduire le montant de paiement.
	Période courante ↘ que précédente	4 684 \$	Utilisation inférieure découlant d'une baisse des paiements sur les obligations, principalement pour le Programme de production.
² Revenus d'investissements et récupérations	Période courante ↗ que budget	199 \$	Excédent budgétaire découlant de revenus provenant du Programme de Production et des récupérations d'avance du Programme de développement dont la prévisibilité est limitée.
	Période courante ↘ que précédente	105 \$	L'écart s'explique par une diminution des récupérations d'avance en développement dont la prévisibilité est limitée.
³ Contributions aux activités de soutien promotionnel	Période courante ↗ que budget	71 \$	L'écart s'explique par un revenu de partenariat pour un nouvel événement auquel la Société participe ainsi que par un rythme de signature des ententes et par un nombre de partenaires qui diffèrent du budget et d'un exercice financier à l'autre.
	Période courante ↗ que précédente	43 \$	
⁴ Fonds des talents	Période courante ↘ que précédente	27 \$	Le rythme d'encaissement des dons diffère d'un exercice financier à l'autre.



7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Situation financière

	Réel		Écart	
	30 juin 2025	30 juin 2024	\$	%
Actifs financiers				
Montant à recevoir du Trésor	90 229	83 730	6 499	8
Débiteurs	1 015	1 064	(49)	(5)
Montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	153	64	89	139
Trésorerie - Fonds des talents	113	232	(119)	(51)
Trésorerie - Fonds Harold Greenberg	86	174	(88)	(51)
	91 596	85 264	6 332	7
Passifs				
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	42 928	40 917	2 011	5
Créditeurs et charges à payer	3 865	3 396	469	14 ¹
Passif au titre des avantages sociaux futurs	894	863	31	4
Actifs financiers nets	43 909	40 088	3 821	10
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	3 654	4 185	(531)	(13) ²
Charges payées d'avance	912	927	(15)	(2)
Excédent accumulé	48 475	45 200	3 275	7

¹ **Créditeurs et charges à payer**

↗ 469\$ Hausse des charges salariales à payer reliées entre autres au nombre de jours de salaires courus ainsi qu'au vacances courues plus élevés que ceux de l'exercice précédent.

² **Immobilisations corporelles**

↘ 531\$ S'explique principalement par l'amortissement du développement de la plateforme Dialogue capitalisé dans les exercices antérieurs atténués par les acquisitions de l'exercice précédent (travaux en cours pour la relocalisation du siège social et développement de la plateforme Dialogue).



8. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'un crédit parlementaire qui a été approuvé lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers, le crédit parlementaire étant calculé selon une méthode de comptabilité de caisse modifiée.

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Coût de l'exploitation	12 939	20 272
Ajustements affectant l'utilisation du crédit parlementaire :		
Ajustement pour les dépenses de soutien qui respectent les critères d'admissibilité au crédit parlementaire	5 027	2 479
Dépenses de soutien financées par le Fonds des talents	-	(1)
Contributions aux activités de soutien promotionnel	(184)	(141)
Charges payées d'avance	(2 439)	(2 503)
Frais de fonctionnement et d'administration financés par le FMC	(2 648)	(2 728)
Recouvrement de salaire pour transition à un régime de paie en arrérages	(14)	(9)
Amortissement	(294)	(320)
Avantages sociaux futurs	13	35
Crédit parlementaire constaté au 30 juin	12 400	17 084
Crédit parlementaire prévu pour les trimestres subséquents	150 556	135 708
Crédit parlementaire prévu	162 956	152 792

Le montant du crédit parlementaire prévu est issu du Budget principal des dépenses 2025-2026.



9. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2025

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction est également responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Julie Roy
Directrice générale et cheffe de la direction

Patrick Bédard, CPA, MBA
Vice-président, Finances et technologies de l'information

Montréal, Canada
Le 29 août 2025



État des résultats

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<i>Annexe</i>	Budget 30 juin	30 juin 2025	30 juin 2024
Dépenses de soutien				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		108	105	135
Programme Talents en vue (incluant Programme de mentorat)		-	3	(262)
Programme de production		4 700	(1 947)	7 402
Programme de développement		-	(45)	(108)
Contributions à des fonds internationaux		-	-	(1)
		4 808	(1 884)	7 166
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Programme d'aide à la mise en marché et initiative d'engagement des auditoires		1 805	1 888	989
Programmes de promotion nationale - Aide aux festivals et événements de l'industrie		1 720	1 741	1 051
Activités promotionnelles nationales et internationales		1 765	1 368	1 573
Programme de promotion internationale		250	219	336
		5 540	5 216	3 949
Marché de contenu au Canada		3 450	-	-
		13 798	3 332	11 115
Frais de fonctionnement et d'administration	A	10 524	9 607	9 157
Coût de l'exploitation		24 322	12 939	20 272
Revenus				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		2 509	2 648	2 728
Revenus d'investissements et récupérations		375	574	679
Contributions aux activités de soutien promotionnel		113	184	141
Intérêts		10	29	7
Fonds des talents		-	3	30
		3 007	3 438	3 585
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		21 315	9 501	16 687
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		19 649	12 400	17 084
Excédent (déficit)		(1 666)	2 899	397
Excédent accumulé au début		45 576	45 576	44 803
Excédent accumulé à la fin		43 910	48 475	45 200

**État de la situation financière**

	30 juin 2025	31 mars 2025
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	90 229	86 361
Débiteurs	1 015	3 607
Montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	153	947
Trésorerie - Fonds des talents	113	123
Trésorerie - Fonds Harold Greenberg	86	86
	91 596	91 124
Passifs		
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	42 928	48 479
Créditeurs et charges à payer	3 865	3 461
Passif au titre des avantages sociaux futurs	894	907
	47 687	52 847
Actifs financiers nets	43 909	38 277
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	3 654	3 948
Charges payées d'avance	912	3 351
	4 566	7 299
Excédent accumulé	48 475	45 576

La note complémentaire et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2025

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Budget 30 juin	30 juin 2025	31 mars 2025
Excédent (déficit)	(1 666)	2 899	773
Opérations liées aux immobilisations corporelles			
Amortissement	269	294	1 264
Acquisitions	-	-	(707)
Autres opérations			
Acquisitions des charges payées d'avance	(142)	-	(3 351)
Utilisation des charges payées d'avance	3 130	2 439	3 430
Augmentation des actifs financiers nets	1 591	5 632	1 409
Actifs financiers nets au début de l'exercice	38 277	38 277	36 868
Actifs financiers nets à la fin	39 868	43 909	38 277

La note complémentaire et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État des flux de trésorerie

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2025

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Activités de fonctionnement		
Excédent	2 899	397
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Diminution du passif au titre des avantages sociaux futurs	(13)	(35)
Amortissement des immobilisations corporelles	294	320
	3 180	682
Variations des éléments financiers hors caisse :		
Diminution des débiteurs	2 592	2 857
Diminution du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	794	985
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	404	(1)
Diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(5 551)	(2 952)
Diminution des charges payées d'avance	2 439	2 503
	3 858	4 074
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	-	-
Augmentation du montant à recevoir du Trésor et de la trésorerie du Fonds des talents et du Fonds Harold Greenberg	3 858	4 074
Montant à recevoir du Trésor et de la trésorerie du Fonds des talents et du Fonds Harold Greenberg au début de l'exercice	86 570	80 062
Montant à recevoir du Trésor et de la trésorerie du Fonds des talents et du Fonds Harold Greenberg à la fin de la période	90 428	84 136

La note complémentaire et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



Note aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor et les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuel audités du 31 mars 2025. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont similaires à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2025.

Annexe A - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin Budget	30 juin 2025	30 juin 2024
Salaires et avantages sociaux	6 881	6 595	6 314
Technologies de l'information	1 308	1 153	1 151
Location, taxes, chauffage et électricité	651	567	546
Honoraires professionnels	896	349	480
Frais de bureau	260	514	236
Amortissement d'immobilisations corporelles	269	294	320
Publications	70	69	32
Voyages	189	66	78
	10 524	9 607	9 157